

ANA PALACIO

Membre du Conseil d'Etat espagnol, ancienne première vice-présidente de la Banque mondiale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Ce n'est pas de la rhétorique si je vous dis combien je suis honorée d'être ici, c'est un grand plaisir. Merci à l'IFRI. Merci Thierry de Montbrial de m'avoir invitée. J'interviens juste avant notre dîner qui sera sans doute un moment fort avec Pascal Lamy.

Je vais répondre à votre question en disant que je suis d'accord avec les mots d'Hubert Védrine – ce n'est pas une crise, mais une mutation. Si nous avions tenu ce panel il y a dix ans, avant cette mutation, de quoi aurions-nous parlé ? Nous aurions discuté de gouvernement d'entreprise, du concept d'autorégulation et du droit mou, et tout cela aurait été le principal focus des politiques multilatérales et même nationales. A l'époque, le sujet principal était l'essence du succès économique et la réponse était la croissance, la croissance pure et simple. En termes de développement, c'était les grandes heures du consensus de Washington.

Qu'est-ce qui a changé ? Tout d'abord, comme l'ont dit d'autres intervenants, les populations dans le monde veulent davantage, elles ont une vision très différente du gouvernement. Elles veulent que le gouvernement, les institutions publiques et les grandes entreprises intègrent les notions de justice et d'équité. Elles ne veulent plus de corruption. Nous le voyons en Chine et nous avons tous été témoins de la signification de ce changement dans la direction du pays avec le discours d'investiture d'Hu Jintao : « Si nous échouons à gérer ce problème [la corruption], cela pourrait être fatal au parti et même causer sa fin et la chute de l'Etat. » C'est là aussi qu'interviennent les médias. Leur rôle principal est de suivre les événements et de maintenir la pression, comme on le voit en Egypte en ce moment.

Je pense que cette prise de conscience est la meilleure nouvelle dans cette mutation. Cette prise de conscience signifie que de l'Europe à la Chine, dans des mentalités et des lieux différents, on trouve la notion de la loi et de la règle. Et tout cela pourrait changer le monde. Ce que nous savons maintenant c'est que l'autorégulation, l'éthique, les codes de conduites et le droit mou sont nécessaires mais insuffisants. S'ils étaient suffisants, nous ne serions pas là où nous en sommes aujourd'hui car la crise est intimement liée à leurs lacunes. Il nous faut du droit dur plus que du droit mou.

Pendant plus de trente ans, le monde n'a parlé que d'économie et de croissance, c'était l'âge d'or du consensus de Washington. Aujourd'hui, on s'intéresse à la distribution, aux mesures sociales et à la durabilité de la croissance, ce qui veut dire qu'il faut des institutions et l'application de la loi. En un sens, c'est une très bonne nouvelle pour le monde dans son ensemble.

En tant que communauté internationale, que pouvons-nous faire, alors même que nous sommes témoins de la complexité des mutations ? Une tendance se dessine, mais en même temps, les grandes institutions internationales sont très faibles. Ce sont des institutions créées au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale qui ne représentent plus le monde d'aujourd'hui et en toute franchise, nous n'avons pas la force ou les dirigeants pour les modifier et les adapter au monde dans lequel nous vivons. Dans de nombreuses institutions tel que le Fonds Monétaire ou la Banque Mondiale, on voit aujourd'hui des conseils de 25 membres avec au moins sept ou huit visages européens et un ou deux visages africains, ce qui ne reflète pas le monde actuel. Nous devons changer cela d'un point de vue gouvernemental.

Nous devons nous adapter car nous avons besoin de ces institutions. Nous assistons à une situation contradiction où d'un côté on se bat pour faire respecter la loi, et de l'autre, on abandonne les forums formels et les institutions. Le G2, le GX, le G8 ne sont pas des institutions, ils ne se préoccupent pas d'institutionnaliser. Quelle est leur légitimité ? La réponse habituelle est qu'ils représentent 80% du PIB mondial. Ma question est : « Qu'en est-il des 20 autres pourcents ? » C'est un problème qui nous concerne tous.



Nous avons parlé de l'importance des structures dans ces grandes institutions. Ce n'est pas juste une question de direction au plus haut niveau, au niveau politique, mais c'est aussi une question de structure. Votre question sur l'aversion du risque est très importante et très intéressante. Nous constatons que non seulement les plus hauts niveaux de direction ne se sont pas adaptés au monde actuel mais qu'en plus, soyons francs, ils sont trop concentrés sur les processus. Je suis sûre que M. Mo Ibrahim et beaucoup d'autres parleront de cela. Nous devons récompenser la prise de risques dans les règles. Nous devons encourager non seulement le fait de jouer selon les règles et de bien remplir toutes les cases, mais aussi le fait d'obtenir les résultats probants et nécessaires.

En résumé, je pense que nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère, accompagnée par la percée importante de la recherche de la loi, de la règle et d'institutions internationales. Comme dans toutes les mutations, nous sommes face à une opportunité fantastique et en même temps, les risques sont nombreux. J'espère que nous comprendrons tous cela pour travailler ensemble à surmonter cette période et créer ce que l'ensemble du monde, que ce soit les pays développés ou en voie de développement, réclame : un monde soucieux de la règle, de la loi et moins soucieux de l'économie.